

LES MAIRES TENTÉS PAR LE CLIENTÉLISME

Au-delà des grandes déclarations, la laïcité est un principe éprouvé chaque jour à l'échelon local. À ce jeu-là, certains élus se distinguent par leur combativité républicaine, mais trop de maires sombrent dans la compromission communautariste pour garder leur fauteuil. **PAR HADRIEN MATHOUX**

Le tragique attentat contre Samuel Paty a provoqué le lancement d'une séquence médiatique d'offensive contre les « islamo-gauchistes », accusés de s'être vendus au diable islamiste, qui par égarement idéologique, qui par opportunisme électoral. Derrière l'outrance inutile du terme se cachait un juste constat : oui, la gauche, dans de dramatiquement larges proportions, a renoncé à sa vocation républicaine dès lors qu'il ne s'agissait plus de lutter contre l'influence des curés mais contre celle de cultes moins établis et plus exotiques. Ceci rappelé, on aurait tort de fermer les yeux sur le reste de l'échiquier politique, tant les compromissions sont nombreuses et répandues. La droite, majoritairement opposée à la laïcité sous la troisième République, cherche aujourd'hui à se présenter comme sa sourcilieuse gardienne : elle compte son lot de courageux, certes, mais aussi de lâches.

Résistance républicaine

Il y a ceux qui donnent l'exemple, ces élus locaux qui se battent pour défendre la République dans un contexte social souvent difficile, qui doivent affronter les accusations en « phobies » en tous genres de leurs adversaires. Depuis les municipales de juin, un maire se détache : Michaël Delafosse. Ce nouvel édile socialiste de Montpellier a fait de la cité héraultaise la première en France à adopter une charte de la laïcité, dont la signature est indispensable pour toute association sollicitant des subventions de la ville, et ce malgré les protestations de



GUY MALANDAIN, maire de Trappes.

MICHAËL DELAFOSSE, MAIRE DE MONTPELLIER



LES EXEMPLES POSITIFS NE FONT HÉLAS PAS OUBLIER L'AMPLEUR DE LA DÉROUTE, PARTICULIÈREMENT DANS LES COMMUNES DE BANLIEUE POPULAIRE, OÙ L'ABANDON DE LA GAUCHE S'EST FAIT LE PLUS VISIBLE.

l'opposition de gauche dénonçant « une opération politique pour montrer du doigt les musulmans ». Dans le Midi, de nombreux maires se démentent, à l'image de Sabine Geil-Gomez, qui administre la commune de Pechbonnieu et ses 4 500 âmes depuis vingt ans. La socialiste a mis en place des ateliers de philosophie dans les écoles primaires pour « défendre la laïcité et la transmettre ». Elle organise aussi une journée dédiée à

la laïcité chaque année au mois de décembre.

La conversion de la droite à la laïcité a été tardive mais aujourd'hui, nombre de ses représentants sont d'ardents partisans de ce principe républicain, notamment dans les banlieues populaires, là où leurs homologues socialistes et communistes ont bien trop souvent baissé pavillon. En témoigne l'exemple d'Alexandre Vincendet, jeune maire Les Républicains (LR) de Rillieux-la-Pape, près de Lyon. Son directeur de cabinet, Arnaud Lacheret, a décrit dans un ouvrage passionnant, *Les Territoires gagnés de la République ?*, le « bricolage » auquel des élus sincèrement républicains doivent se livrer pour faire reculer les communautarismes, loin des postures théoriques hors-sol.

Enfin, c'est aussi à l'échelle départementale que le républicanisme s'éprouve. À cet égard, le département de Haute-Garonne fait figure de référence. Son président, le socialiste

Georges Méric, a érigé la défense de la République au rang de ses priorités dès son élection en 2015, considérant que « la laïcité n'est pas un acquis mais un combat ». Une ambition matérialisée par la création d'un « parcours laïque et citoyen » fédérant le tissu associatif pour proposer à tous les collègues du département une offre d'activités gratuites autour de la laïcité. Un investissement annuel d'un million d'euros pour le département le plus républicain de France.

Lâchetés et clientélisme

Ces exemples positifs ne font malheureusement pas oublier l'ampleur de la déroute, dans tous types de villes, mais particulièrement dans les communes de banlieue populaire, où l'abandon de la gauche s'est fait le plus visible. Songeons à Aubervilliers, fief communiste de manière quasi ininterrompue depuis l'après-guerre : les mandats de Jack Ralite et Pascal Beaudet ont été marqués par une alliance avec l'Association des musulmans d'Aubervilliers (AMA) : terrains et baux attribués à des prix gracieux, intégration de membres de l'AMA à des postes clés à la mairie, collusion avec des voyous... À tel point qu'un employé municipal sera condamné en 2016 à six mois de prison pour avoir menacé un salarié avec un bonnet orné du drapeau de Daech. Tout se paie : aux dernières municipales, l'UDI a mis fin à l'hégémonie de la gauche sur Aubervilliers. À quelques kilomètres, Saint-Denis a été un autre théâtre de la déconfiture communiste. L'édile Patrick Braouezec prônait un « communautarisme ouvert », ses successeurs l'ont écouté en nommant le sinistre Madjid Messaoudene délégué à l'égalité des droits. Celui-ci a transformé son modeste poste en plateforme indigéniste, houspillant les laïques, invitant Tariq Ramadan et consorts à venir discourir dans sa ville. Là aussi, le PCF a fini par perdre la mairie. Il l'a conservée, en revanche, à Ivry-sur-Seine, au prix d'un accord avec une petite formation locale, Convergence citoyenne ivryenne, dont le chef de file accuse la France d'être responsable des attentats de l'État islamique sur son sol. Il organise aussi le boycott des produits issus des colonies israéliennes. Peut-être est-ce ainsi que le maire Philippe Bouyssou compte parvenir à son objectif de faire d'Ivry « le bled du musulman qui y vit ».

Le Parti socialiste aussi détient son lot d'accommodements déraisonnables. Comme à Trappes, qui détient le triste record de départs pour la Syrie : soixante-sept jeunes ont quitté la commune des Yvelines pour rejoindre Daech entre 2014 et 2016. Guy Malandain, le maire PS entre 2001 et 2020, a toujours refusé d'aborder le sujet. Par peur de « stigmatiser sa ville ». Peut-être, également, parce qu'il avait conquis son mandat en pactisant avec l'Union des musulmans de Trappes, proche des Frères musulmans, sur la promesse de construction d'une mosquée, et que sa mairie s'est dès lors démenée dans une frénésie clientéliste pour substituer l'associatif religieux au service public. Si Malandain a été éjecté de sa mairie, Anne-Lise Dufour-Tonini a été triomphalement réélue dès le premier tour à Denain, dans le Nord. Les électeurs ne lui ont visiblement pas tenu rigueur de sa proximité avec les Iquioussens, famille dont le pilier, Hassan, est un imam frériste influent. Ce théoricien de l'islamisation par les urnes fut invité à représenter les musulmans lors de l'hommage au père Jacques Hamel en juillet 2016. Son fils, Soufiane, est devenu le principal collaborateur de l'édile socialiste.

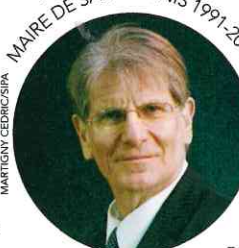
Le centre n'échappe pas au triste phénomène : l'exemple le plus frappant en est sans doute donné par l'UDI. La petite formation de Jean-Christophe Lagarde s'est vautrée dans un ethnicisme tous azimuts en 2014 pour arracher la mairie de Bobigny des mains des communistes, en se liant avec les associations communautaires, mais aussi les caïds de la



SABINE GEIL-GOMEZ, maire de Pechbonnieu.



GEORGES MERIC, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE HAUTE-GARONNE



PATRICK BRAOUEZEC, MAIRE DE SAINT-DENIS 1991-2004



STÉPHANE DE PAOLI, MAIRE DE BOBIGNY 2014-2020

ville du 9-3, des faits décrits dans le détail dans *Le Maire et les barbares* d'Ève Szeftel. Une fois au pouvoir, l'unique mandat de Stéphane de Paoli tournera au fiasco : son premier adjoint, Christian Bartholmé, a même été condamné pour violences en réunion à l'encontre d'une ancienne élue. À Mantes-la-Jolie (Yvelines), c'est la droite LR qui lâche. Pierre Bédier, l'homme fort local devenu président du département, a noué une alliance locale avec les islamistes, qu'ils soient salafistes ou membres de la confédération turque Milli Görüs : revente de terrains à des tarifs avantageux, réunions communes, aides pour la construction de mosquées, embauche de proches, mise à l'écart des modérés au sein du Conseil des institutions musulmanes des Yvelines, envoi de SMS aux musulmans pratiquants le jour des élections afin de les appeler à « réprimer le mal [par] obligation morale et religieuse... » À Villiers-sur-Marne, le maire Jacques-Alain Bénisti présente un autre cas « d'islamo-droitisme », lui qui est venu promettre la réfection du parking en pleine mosquée pendant la campagne des municipales, après avoir défendu mordicus les projets immobiliers des salafistes de sa ville.

Enfin, l'activisme de Robert Ménard rappelle qu'il existe une droite moins opportuniste qu'idéologue, qui piétine la laïcité pour des raisons de doctrine. Le maire de Béziers mène dans la ville de l'Hérault une politique identitaire affirmée, finançant avec de l'argent public une messe catholique célébrée par des prêtres intégristes afin d'introduire la feria, contre l'avis des autorités religieuses biterroises goûtant peu cette instrumentalisation. Ménard a également pris l'habitude de faire installer dans le hall de l'hôtel de ville des crèches chrétiennes tapageuses, malgré l'opposition de la justice, afin d'affirmer la « tradition judéo-chrétienne de la France ». La défense de la République, ou au contraire son abandon, n'a pas de couleur politique et ne s'exerce pas en faveur de tel ou tel culte. Seuls comptent le courage et les convictions des élus de la nation. ■